

nucléaires mis à l'essai sous terre ne doit pas dépasser 150 kilotonnes. Ils chercheront ensuite à fixer des seuils intermédiaires pour limiter les essais nucléaires, de façon à parvenir peu à peu à la cessation complète de ces derniers dans le cadre d'un processus efficace de désarmement.

La première ronde des nouveaux pourparlers s'est amorcée le 9 novembre, pour prendre fin deux semaines plus tard. Les négociateurs se seraient entendus pour qu'on effectue un ou deux essais nucléaires conjoints de part et d'autre dans le courant de 1988 afin de comparer les méthodes de surveillance.

Le Canada à l'Assemblée générale de l'ONU

■ Pendant l'automne 1987, le Canada a participé avec sa vigueur coutumière aux délibérations de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur les questions de désarmement. La Commission a adopté soixante-trois résolutions en tout, dont vingt-cinq par consensus. On a également fixé le calendrier et l'ordre du jour de la troisième Session extraordinaire sur le désarmement (UNSSOD III), qui aura lieu du 31 mai au 25 juin 1988. Sur trente-huit résolutions mises aux voix, le Canada en a appuyé dix-sept, a voté contre neuf autres et s'est abstenu douze fois. Par ailleurs, le Canada a présenté trois résolutions de son propre cru, sur les armes chimiques et bactériologiques (avec la Pologne), sur tous les aspects de la vérification, et sur la production de matières fissiles à des fins militaires. Les deux premières ont été adoptées par consensus, et la dernière par 125 voix contre une avec six abstentions. Le Canada a aussi co-parrainé onze autres résolutions, portant sur des sujets aussi divers qu'une interdiction totale des essais nucléaires et le rapport existant entre le désarmement et le développement.

Conclusions de la Conférence sur le désarmement et le développement

■ Après un débat de trois semaines, la Conférence internationale sur les rapports existant entre le désarmement et le développement a adopté par consensus un document final le 11 septembre à New York. Le document constitue une grande réalisation aux yeux de nombreux délégués, car la collectivité internationale a réussi pour la première fois à définir une position commune sur la question. Le Canada s'est réjoui de ce que le document ait sanctionné la définition élargie du concept de

«sécurité», en prenant en compte ses aspects politiques, économiques, sociaux, humanitaires et écologiques et ceux concernant les droits de la personne. Certains délégués n'ont pas aimé le fait qu'une proposition,

même d'admettre qu'elles possédaient des armes chimiques.

Autre première : l'URSS a accepté des invitations de longue date à visiter les installations occidentales d'armes chimiques. À la fin novem-

accorder les mêmes droits d'inspection lors de manoeuvres mixtes est-allemandes et soviétiques qui se sont déroulées en RDA du 10 au 12 septembre; par ailleurs, des officiers soviétiques ont assisté à une série de manoeuvres américaines en Allemagne de l'Ouest à la fin octobre.

M. Gorbatchev propose de créer une zone de paix dans l'Arctique

■ Dans un discours prononcé le 1^{er} octobre à Mourmansk, le premier secrétaire Gorbatchev a proposé que l'Arctique soit déclaré «zone de paix». Il s'est de nouveau dit d'accord pour faire de l'Europe septentrionale une zone dénucléarisée, et il a offert encore une fois de retirer de la Baltique plusieurs sous-marins diesel démodés porteurs d'engins balistiques. Tout en prônant des consultations entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie sur la réduction des forces en présence et sur les mesures propres à accroître la confiance dans la Baltique et dans les mers du Nord, de Norvège et du Groënland, il a exhorté tous les pays concernés à engager des pourparlers sur la limitation et la réduction de l'activité militaire dans le Nord, dans les hémisphères Est et Ouest.

Le ministre norvégien de la Défense, M. Johan Holst, cité par l'*Associated Press* le 2 octobre, aurait dit que les propositions constituent «un grand pas en avant». Sans afficher le même enthousiasme, les autorités canadiennes ont adopté une attitude caractérisée par la prudence. Selon une dépêche de la *Canadian Press* du 3 octobre, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, aurait qualifié les propositions d'intéressantes; il a déclaré que le Canada se tenait prêt à discuter avec les Soviétiques au sujet d'éventuelles mesures de limitation des armements dans l'Arctique.

Centres pour la réduction du risque nucléaire

■ Le 15 septembre, les États-Unis et l'URSS ont conclu un accord prévoyant la création de «centres pour la réduction du risque nucléaire» dans leurs capitales respectives. Les deux pays assureront l'exploitation de leur propre centre, dont la principale fonction sera d'annoncer d'avance les lancements de missiles balistiques conformément aux accords de 1971 (Mesures à prendre en cas d'accident) et de 1972 (Accidents survenant en mer). □

Calendrier

Du 19 au 29 janvier	Séance de la Conférence du désarmement sur les armes chimiques.
Début mars	Le Sénat américain est censé décider s'il ratifiera le Traité sur les armes FNI.
Du 7 au 18 mars	Un groupe de sismologues se réunit pour discuter des moyens de vérifier l'observance d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.
Printemps	Séance du Groupe de planification nucléaire de l'OTAN.

appuyée par l'URSS et des pays du tiers-monde et visant à créer un fonds ou mécanisme spécial qui servirait à rassembler les économies réalisées grâce au désarmement afin de les consacrer au développement, ait été rejetée. Les délégués occidentaux ont soutenu que leurs pays respectifs fournissent plus d'aide que le bloc soviétique et qu'il faudrait attendre un relâchement de la tension internationale, perspective encore lointaine, avant d'assister à une réduction sensible des budgets militaires.

Les armes chimiques

■ Les 3 et 4 octobre, plus de 100 spécialistes (dont trois Canadiens) représentant quarante-cinq pays ont participé aux négociations sur les armes chimiques et ont visité le centre soviétique d'armes chimiques à Shikhany, présumément la plus importante installation du genre au monde. On leur a montré un échantillonnage qui, aux dires des autorités soviétiques, représentait l'éventail complet des armes chimiques détenues par Moscou. Ils ont été autorisés à interroger les travailleurs de Shikhany et à prendre des photographies, et ils ont assisté à une démonstration du processus de destruction d'agents entrant dans la fabrication d'armes chimiques. Toutefois, les Soviétiques ont refusé de divulguer la taille de leurs stocks d'armes chimiques (que les spécialistes occidentaux estiment très largement supérieurs à ceux de l'OTAN); certains visiteurs étaient convaincus qu'on leur avait caché certains types d'armes, dont de nouveaux agents chimiques. Jusqu'en avril dernier, les autorités soviétiques refusaient

des spécialistes militaires soviétiques se sont rendus au principal centre américain d'armes chimiques à Tooele (Utah) et à une installation de destruction d'armes chimiques à Muenster, en Allemagne de l'Ouest.

Adhésion au Traité de Stockholm

■ Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS se sont prévalus pour la première fois d'une clause de l'Accord de Stockholm conclu l'année dernière sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe; la clause autorise, après un court préavis, l'inspection sur demande des manoeuvres militaires d'un pays par des observateurs étrangers. Aux termes de l'Accord de Stockholm, les signataires sont tenus d'inviter des observateurs étrangers à toute manoeuvre faisant intervenir 17 000 fantassins ou plus. La première inspection «sur demande», effectuée par les États-Unis à la fin août, avait pour but de confirmer que le déroulement d'un exercice soviétique près de Minsk, dont l'ampleur annoncée (16 000 fantassins) n'exigeait pas la présence d'observateurs étrangers, serait bel et bien conforme à la limite des 17 000 hommes. Les Soviétiques ont accédé à la demande américaine en l'espace de vingt et une heures, et quatre inspecteurs de l'Armée des États-Unis avaient débarqué à Minsk dans les trente-six heures, conformément aux stipulations de l'Accord. En fin de compte, les observateurs ont déclaré que l'exercice était d'envergure encore plus faible que prévu. La Grande-Bretagne s'est vue

- RON PURVER